



ÉCOLE INTERNATIONALE DES FORCES DE SECURITE CENTRE DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N° 17 août 2023

Défis et perspectives du nouveau pacte financier en gestation pour l'économie Camerounaise

Le financement des pays en développement en général et de l'économie camerounaise en particulier, est un sujet crucial pour soutenir leur développement économique, social et environnemental. Les pays en développement ont souvent besoin de ressources financières supplémentaires pour lutter contre la pauvreté, promouvoir l'éducation, améliorer les infrastructures, renforcer les systèmes de santé, promouvoir l'accès à l'eau potable et à l'énergie, ainsi que pour faire face aux défis liés aux changements climatiques.

Pour la petite histoire, c'est effectivement à partir de 1874, avec l'auteur classique Walter Bagehot¹, que la responsabilité historique de la finance dans le développement économique a été mise en avant. Selon ce dernier, « *l'argent est le nerf de la puissance économique* » et la finance a

joué un rôle essentiel dans le déclenchement de l'industrialisation en Angleterre en facilitant la mobilisation de capitaux pour des « *immenses travaux* ». Toutefois, l'effet de la finance sur l'économie réelle est discuté et différemment perçu. En général, la revue évolutive historique de la théorie permet de faire émerger deux tendances opposées d'une part, les auteurs classiques et néo-classiques ont pendant longtemps considéré la finance comme neutre dans les théories traditionnelles; d'autre part, les Keynésiens vont affirmer des liens entre facteurs financiers et évolutions macroéconomiques.

Les enjeux de la finance pour les économies africaines sont nombreux ; ils résident dans sa capacité à faciliter la rencontre entre le capital et le travail, qui permet aux épargnants et aux emprunteurs de retarder ou d'avancer leur consommation, et aux individus de partager et d'échanger le

¹ Bagehot W. (1874). Lombard Street ou le marché financier en Angleterre.

risque. Vu sous cet angle, la finance a un rôle majeur à jouer dans le développement à travers principalement la facilitation et l'allocation optimale de l'épargne vers l'investissement productif.

Même si la pesanteur de la continuité empêche en général toute velléité de changement, l'avènement des crises financières a également marqué l'évolution de la question. Tout récemment, le rôle de la finance dans le développement a reçu une attention spécifique dans la littérature pour au moins deux raisons. Premièrement, le financement optimal des économies africaines semble n'avoir pas été effectif comme on le pensait. Deuxièmement, l'accumulation du capital et les innovations technologiques sont pourtant au rendez-vous. Dans ce contexte, la nécessité d'aller au-delà des méthodes de financement traditionnelles s'impose. A ces raisons, s'est ajouté un contexte essentiellement marqué par la guerre en Ukraine, l'accélération du réchauffement climatique, l'accroissement de l'endettement dans un contexte de COVID 19. C'est cet ensemble de difficultés, renforcé par celle des pays en développement d'atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD) qui a donné naissance au nouveau pacte financier mondial comme solution. Principalement, selon ce pacte, avancer avec solidarité et ambition permettrait d'atteindre des ODD, la neutralité carbone et nos objectifs communs de protection de la biodiversité.

Dans pareil contexte, l'on est en droit de se poser la question de savoir *quelle implication peut avoir le sommet sur le nouveau pacte financier qui vient de se tenir en France pour le Cameroun ?* Cette préoccupation centrale est au cœur de cette réflexion qui soutient que dans pareil

contexte, ledit pacte est justifié pour améliorer la capacité de l'économie camerounaise à atteindre les ODD ; et t ceci à condition de respecter certaines contraintes pour ne pas que la montagne accouche d'une souris.

1) **Le nouveau pacte financier : un changement de paradigme pour un financement optimal du développement à la faveur d'un environnement changeant**

La donne promue par le nouveau pacte financier consiste à proposer un mode de financement qui prend en compte les faits liés aux changements de la variable environnementale. De fait, les implications de l'environnement financier pour le Cameroun peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs tels que l'économie du pays, les politiques gouvernementales, les relations internationales et les tendances économiques mondiales. L'environnement financier peut influencer les décisions d'investissement étranger au Cameroun ; affecter l'accès du Cameroun aux financements internationaux, tels que les prêts auprès des institutions financières internationales ou l'émission d'obligations sur les marchés financiers mondiaux ; influencer la stabilité de la monnaie nationale du Cameroun. Les fluctuations des taux de change peuvent avoir des conséquences sur l'importation et l'exportation de biens et services, ainsi que sur l'inflation. Une politique monétaire efficace et une gestion prudente des réserves de change peuvent contribuer à maintenir la stabilité monétaire ; et/ou influencer la coopération internationale du Cameroun avec d'autres pays et institutions financières.

Il convient de noter que ces implications peuvent varier en fonction de l'évolution des conditions économiques et financières mondiales, ainsi que des politiques et des mesures prises par le

gouvernement camerounais pour favoriser la stabilité financière et la croissance économique. S'agissant de cet environnement sans cesse changeant, l'on peut s'appesantir sur la guerre en Ukraine, l'accélération du réchauffement climatique et l'endettement élevé du pays.

La guerre en Ukraine, qui a commencé en 2014 lorsque la Russie a annexé la Crimée et soutenu des groupes séparatistes dans l'Est de l'Ukraine, a eu un impact indirect sur le financement des pays en développement en général et du Cameroun en particulier. Il s'agit d'un conflit qui perdure en entraînant des pertes humaines, des déplacements massifs de population, une instabilité régionale et un bouleversement des prévisions de financement, notamment en ce qui concerne la redistribution des ressources, l'instabilité économique mondiale, les modifications des priorités géopolitiques et l'effet de contagion. Il est donc crucial pour le développement du Cameroun que la communauté internationale reste engagée dans le soutien aux pays en développement, en dépit des défis posés par ce conflit. Des efforts doivent être déployés pour maintenir et renforcer les mécanismes de financement existants, promouvoir la stabilité économique mondiale et continuer à fournir une assistance au développement des pays qui en ont besoin aux fins de réaliser leurs objectifs de développement durable.

S'agissant de l'accélération du réchauffement climatique, elle peut avoir un impact significatif sur le financement du développement du Cameroun en entraînant un besoin croissant en financement pour faire face aux effets néfastes du changement climatique ; une insuffisance des fonds climatiques car les ressources allouées aux fonds déjà existants sont souvent insuffisantes pour répondre aux besoins de

l'Etat (Cela peut entraîner des contraintes financières pour la mise en œuvre de projets d'adaptation et d'atténuation du changement climatique) ; des coûts de transition énergétique élevés ; et un impact sur les secteurs économiques clés tels que l'agriculture, la pêche, le tourisme et les ressources naturelles.

Ce phénomène souligne également l'importance du renforcement de la coopération internationale pour mobiliser des financements adéquats tel que le prévoit le nouveau pacte financier. Il est crucial de reconnaître que le financement du changement climatique est une question complexe qui nécessite une approche intégrée et une collaboration entre les gouvernements, les institutions financières internationales, le secteur privé et la société civile. Une augmentation des ressources financières, des mécanismes innovants de financement et une répartition équitable des responsabilités sont nécessaires pour soutenir le Cameroun dans son effort d'adaptation et de lutte contre le changement climatique.

Concernant enfin l'endettement élevé du Cameroun, il peut avoir un impact sur le financement du développement à travers la contrainte pour le pays de consacrer une part importante de leurs recettes à la dette au détriment des priorités de développement, la réduction de la capacité d'emprunt, la dépendance aux créanciers, le risque de surendettement et l'effet négatif sur la confiance des investisseurs. Au-delà des mesures annoncées par le pacte, des efforts doivent être déployés au niveau national et international pour un endettement soutenable avec la mise en place des mécanismes de gestion de la dette plus efficaces. Cela peut comprendre des initiatives de restructuration de la dette, des appels à des allègements de dette, ainsi que des mesures visant à améliorer la gouvernance économique et la

transparence dans la gestion des finances publiques.

2) A condition de respecter un certain nombre de contraintes impératives

Il n'existe pas de modèle unique de financement du développement qui convienne à tous les pays et à toutes les circonstances. En effet, quelques modèles et mécanismes de financement tels que les investissements directs, l'aide publique au développement, les financements multilatéraux, les partenariats public-privé, les financements innovants (les obligations vertes, les fonds d'investissement à impact social, les mécanismes de financement basés sur les résultats, les transferts de technologie) et la mobilisation des ressources nationales ont montré leur efficacité dans certaines situations. Il est important de souligner que le choix du modèle de financement dépend des contextes nationaux spécifiques, des priorités de développement et des capacités du pays.

Si une approche intégrée et diversifiée, combinant différentes sources de financement et favorisant la mobilisation des ressources nationales est généralement considérée comme la plus efficace pour soutenir le développement durable, le financement externe est tout aussi important. De même, les défis liés à l'accès aux financements, à la transparence, à la gestion efficace des ressources et à la lutte contre la corruption restent d'actualité. En particulier, un certain nombre de conditions doit être respecté pour assurer le financement de la transition énergétique, redonner un espace budgétaire et fiscal, favoriser le développement du secteur privé et mobiliser des financements innovants.

Pour encourager l'investissement dans les infrastructures vertes pour la transition énergétique du Cameroun, les mesures clés suivantes peuvent être envisagées :

- ✓ *Créer un environnement politique et réglementaire favorable* : Le gouvernement peut mettre en place/consolider des politiques et des réglementations claires et stables qui encouragent les investissements dans les infrastructures vertes. Cela peut inclure des incitations fiscales, des tarifs préférentiels, des mécanismes de soutien financier, des objectifs et des normes de développement durable, ainsi que des garanties de revenus pour les projets d'infrastructures vertes ;
- ✓ *Renforcer les partenariats public-privé (PPP)* : Les PPP peuvent être des mécanismes efficaces pour mobiliser des investissements privés dans les infrastructures vertes. Le gouvernement peut faciliter la création de PPP en développant des cadres juridiques et réglementaires appropriés, en favorisant la transparence et la responsabilité, et en mettant en place des mécanismes de partage des risques et des bénéfices équitables entre les partenaires publics et privés ;
- ✓ *Mobiliser des financements climatiques internationaux* : Il est possible d'accéder aux financements climatiques internationaux, tels que le Fonds vert pour le climat et le Mécanisme de développement propre, pour soutenir les investissements dans les infrastructures vertes. Le gouvernement doit renforcer leur capacité à accéder à ces fonds, préparer des propositions de projets solides et développer des partenariats avec les agences de financement international ;
- ✓ *Développer des mécanismes financiers innovants* : Le gouvernement peut explorer des mécanismes financiers innovants pour encourager l'investissement dans les infrastructures vertes. Cela peut inclure l'émission d'obligations vertes, la création de fonds d'investissement dédiés aux énergies renouvelables, la promotion de

mécanismes de financement basés sur les résultats, tels que les contrats d'achat d'énergie, et le développement de partenariats public-privé pour le financement des projets ;

✓ *Renforcer les capacités locales* : Le gouvernement doit investir dans le renforcement des capacités locales pour développer et gérer efficacement les infrastructures vertes. Cela implique de former des professionnels locaux dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, etc. L'amélioration des compétences locales favorise l'innovation, la création d'emplois locaux et la durabilité des projets ;

✓ *Faciliter le transfert de technologie* : L'Etat peut bénéficier du transfert de technologies propres et durables en provenance des pays développés. Il doit faciliter les partenariats technologiques, les transferts de connaissances et les accords de licence, ainsi que promouvoir la recherche et le développement de technologies adaptées aux besoins locaux.

✓ *Renforcer la coordination et la coopération régionale* : La coordination et la coopération régionale peuvent faciliter l'investissement dans les infrastructures vertes. Les pays en développement peuvent partager les meilleures pratiques, harmoniser les politiques et les réglementations.

Il est également important de redonner un espace budgétaire et fiscal au pays à travers le renforcement de la mobilisation des recettes fiscales ; la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide extérieure ; la promotion de la transparence et la responsabilité ; la rationalisation des dépenses publiques ; le renforcement de la capacité institutionnelle ; la réforme de la gestion de la dette (L'on peut adopter une gestion prudente de la dette pour éviter de

s'endetter de manière insoutenable. Cela implique de surveiller attentivement le niveau d'endettement, de diversifier les sources de financement, de renégocier les conditions de la dette et d'adopter des politiques de gestion de la dette responsables) ; et le renforcement de la coopération régionale et internationale.

Le développement du secteur privé au Cameroun doit aussi être envisagé. De fait, il s'agit de tenir compte de la création d'un environnement favorable aux affaires ; de l'accès au financement à travers la création des institutions de financement du développement et des mécanismes de garantie de crédit pour faciliter l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (des incitations fiscales et les politiques de soutien financier spécifiques peuvent également être mises en place) ; du renforcement des compétences entrepreneuriales ; de la promotion de l'innovation et la technologie ; de la facilitation de l'accès aux marchés régionaux et internationaux ; et du renforcement de la gouvernance et la stabilité politique.

Les financements innovants doivent également être mobilisés, car la question n'est pas seulement de savoir comment améliorer un type de financement, mais de s'assurer qu'il s'agit bel et bien du mode de financement optimal relativement à la situation du pays. Comme financement innovatif, l'on peut citer l'émission d'obligations souveraines, la création de fonds d'investissement spécifiques ; l'utilisation des technologies financières (fintech, crowdfunding, paiements mobiles, microfinance numérique, prêts peer-to-peer, etc.), les fonds souverains et fonds de pension, le financement climatique et mécanismes carbone, les partenariats avec des institutions financières internationales et la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation.

Enfin, il est judicieux d'évoquer la constitution de coalitions qui peut jouer un rôle important dans le bon fonctionnement du modèle de financement. Les coalitions peuvent permettre au Cameroun de collaborer avec d'autres pays, institutions internationales, acteurs du secteur privé, organisations de la société civile et partenaires de développement pour mobiliser des ressources financières et techniques en faveur du développement. Pour aider le financement du Cameroun, ces coalitions peuvent porter sur :

- *La mobilisation collective des ressources* : Les coalitions peuvent permettre aux pays africains de mobiliser collectivement des ressources financières pour des projets de développement spécifiques. En travaillant ensemble, les pays membres d'une coalition peuvent attirer davantage d'attention, de financements et de soutien de la part des bailleurs de fonds et des investisseurs ;
- *Le partage des connaissances et des bonnes pratiques* : Les coalitions offrent une plateforme pour partager les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques en matière de financement du développement. Les pays africains peuvent apprendre les uns des autres, partager des informations sur les mécanismes de financement réussis, les partenariats fructueux et les stratégies de mobilisation des ressources ;
- *Le renforcement des capacités* : Les coalitions peuvent contribuer au renforcement des capacités des pays africains en matière de financement du développement. Cela peut inclure la formation sur la gestion financière, l'élaboration de projets solides, la négociation de contrats et l'amélioration des compétences en matière de mobilisation des ressources ;

➤ *Le plaidoyer et lobbying* : Les coalitions peuvent jouer un rôle crucial dans le plaidoyer et le lobbying en faveur d'une augmentation des financements pour les pays africains. En travaillant ensemble, les pays membres d'une coalition peuvent renforcer leur voix collective et exercer une pression sur les bailleurs de fonds, les institutions internationales et les décideurs politiques pour obtenir un soutien financier accru ;

➤ *La coopération sectorielle* : Les coalitions peuvent se former autour de secteurs spécifiques, tels que l'énergie, l'agriculture, la santé ou l'éducation. Ces coalitions sectorielles peuvent promouvoir des investissements spécifiques, mobiliser des fonds dédiés et développer des partenariats stratégiques pour soutenir le financement du développement dans ces domaines clés.

Il est important que les coalitions soient basées sur des principes d'inclusion, de transparence et de responsabilité, et qu'elles soient guidées par les besoins et les priorités du pays. Une coordination efficace, une gouvernance solide et une communication transparente sont essentielles pour garantir que les coalitions contribuent réellement au financement du développement durable.

Au demeurant, le financement externe peut avoir un impact négatif sur la sécurité au Cameroun à travers : premièrement le renforcement de la dépendance économique (Une dette excessive peut limiter la capacité d'un pays à investir dans la sécurité intérieure, ce qui peut avoir un impact négatif sur la stabilité globale du pays) ; deuxièmement les conditionnalités attachées aux prêts qui peuvent inclure des réformes économiques avec des conséquences sociales à court terme, telles que l'augmentation de l'instabilité sociale et des tensions politiques ; troisièmement, une charge de la dette insoutenable qui peut entraver les

investissements dans les secteurs prioritaires, y compris ceux liés à la sécurité ; et enfin l'exposition aux risques de crises financières liés aux transactions financières internationales qui peuvent entraîner une instabilité politique, sociale et économique, et partant, affecter la sécurité intérieure d'un pays.

Si l'impact du nouveau pacte financier en gestation sur la situation sécuritaire du Cameroun peut varier en fonction des facteurs cités plus haut, il est possible de diluer ou annuler la potentielle détérioration de cet important aspect avec les mesures non exhaustives suivantes :

➔ *Gestion prudente de la dette* : Cela implique d'évaluer attentivement la capacité de remboursement du pays et d'élaborer une stratégie de dette durable pour éviter une accumulation excessive de la dette. Les emprunts doivent être utilisés de manière productive, notamment en investissant dans des secteurs prioritaires comprenant la sécurité ;

➔ *Transparence et responsabilité* : Cela implique de mettre en place des mécanismes de gouvernance solides, tels que des processus d'appel d'offres compétitifs, des audits réguliers et une surveillance indépendante des projets financés par l'emprunt ;

➔ *Diversification des sources de financement* : Il est recommandé de diversifier les sources de financement afin de réduire la dépendance excessive à l'égard de l'emprunt extérieur ;

➔ *Évaluation rigoureuse des conditions attachées aux prêts* : Le pays doit s'assurer que les conditions imposées sont alignées sur ses priorités nationales et ne compromettent pas la sécurité ou le bien-être des citoyens ;

➔ *Renforcement des capacités internes* : Des institutions fortes et compétentes sont essentielles pour assurer une utilisation efficace des ressources empruntées et pour

minimiser les risques pour la sécurité des personnes

➔

➔

➔ **Equipe technique et scientifique**

➔

➔

Superviseur général :

Général de Brigade **André Patrice BITOTE**, Directeur Général de l'EIFORCES, assisté du Commissaire **Divisionnaire OYONO Cécile née THOM**, Directeur Général Adjoint.

Coordination scientifique :

Commissaire Divisionnaire, Docteur **PASSO SONBANG Elie**, Chef du Centre de Recherches et de Documentation.

Coordination technique :

Commissaire de Police Principal, **TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, épouse NOUNKOUA**, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation.

Collaboration :

– Pr, **Christian-Lambert NGUENA**, PhD Université de Dschang ;

– **M.NJIFON Josué**, Chef de Service Traduction et Interprétariat.